

N'ap pale!

Le Journal du Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement
GAFE



Janvier 2024

Numéro 38



Sommaire...

Accompagner la construction et l'expression citoyennes de jeunes de 6 communes pour une transition écologique et sociale en Haïti

Rencontre intercommunale autour de la redynamisation du 6 Centre de Salagnac, Nippes

Espace national d'organisations de la société civile revendicative en Haïti

Break Caribbean Free From Styrofoam

Programme quinquennal BD/DGD

Plaidoyer pour le classement de la mangrove de Haut-Fourneau en aire marine protégée

Renforcement du comité du bassin-versant de la rivière Moustiques, Nord-Ouest

Un forum citoyen pour la transition écologique et sociale en Haïti

Le GAFE en bref...

Haïti : l'engagement de la société civile et des citoyens pour une transition écologique et sociale, et l'émancipation des territoires

Le mot du Président...

An n mete tèt klè, an n louvri wonn nan! 2024 rive ! Ane ap ranplase ane, men kriz Ayiti a rete tennfas, li vin pi rèd menm.

Ondirè yon bèt 7 tèt k ap pouse plis tèt chak jou. Ak tèt san konsyans k ap mete latwoublay. Tèt gwo je k ap rele tèt fèb, tèt vid suiv pwojè san pye ni tèt. Tèt sanwont ki fyè deske y ap fè peyi a desanm pi ba nan twou san fon chak jou.

2 Pandanstan anviwònman peyi a ap pran gwo frap. Wi anbwate estiwofom moun ap manje nan yo tout tan an se pwazon pou moun ak pou lavi sou tout fòm. Nan kòlòk GAFE te òganize sou estiwofom nan Karayib la, espesyalis ki travay sou danje estiwofom atravè kontaminasyon li fè, demontre sou baz rechèch syantifik valè dega estiwofom ap fè.

8 Se sa ki fè leta anpil peyi nan Karayib la pran mezi pou entèdi estiwofom sou teritwa yo. 11 Konsa yo reponn ak angajman yo pran lè yo te siyen Konvansyon Katajèn pou pwoteje lanmè Karayib la kont tout kalite fatra.

12 Apre petisyon GAFE lanse pou aplikasyon arete 10 jiyè 2013 kont estiwofom, nan lane 2017, jounen nasyonal mobilizasyon kont estiwofom chak 10 jiyè depi 2019, akonpayman 22 gwoup lokal Alternatiba pou pote plent kont x nan divès pakè 10 jiyè 2023 a, GAFE mete lasyans nan batay kont estiwofom nan, pou tèt nou klè epi li louvri wonn nan pou kole batay Ayiti a ak batay militan ekolojis tèt klè pèp Karayib la pou n wete flè pwazonen estiwofom nan sou tab nou ak tout anviwònman nou.

16 Moun sòt se danje. Enfòmasyon yo la, fè tèt ou klè, epi rantrè nan wonn, sitwayen!

Soyons lucides et coopératifs!

2024 est là! Les années se succèdent mais la crise haïtienne, elle, demeure et empire. Comme une bête à 7 têtes, elle enfle et de nouvelles têtes lui poussent. Des têtes sans conscience, trouble-fêtes. Des têtes gourmandes convoquant des têtes vides pour des projets flous. Des têtes éhontées, arrogantes et fières du fiasco infligé au pays.

Pendant que l'environnement se dégrade dans un pays qui étouffe sous les déchets.

Oui, le polystyrène expansé est dangereux pour toutes les formes de vie. Lors du colloque régional organisé par GAFE, des spécialistes ont exposé l'ampleur de la catastrophe causée par le polystyrène.

Plusieurs états caribéens ont pris des mesures pour le bannir, respectant leur engagement pris pour protéger la mer caribéenne à travers la Convention de Cathagène sur la pollution marine.

Suite à la pétition lancée par GAFE en 2017 pour l'application de l'arrêté du 10 juillet 2013 contre le polystyrène, en plus des journées de mobilisation contre le polystyrène réalisées chaque 10 juillet depuis 2019, et des dépôts de plaintes de 22 groupes locaux Alternatiba, ce colloque témoigne de la volonté du GAFE d'inviter la science dans la bataille contre le polystyrène et de coopérer avec des écologistes de la Caraïbe pour son élimination de nos tables et de notre vie.

Citoyen-nes, Pignorance est un danger. Informons-nous et soyons coopératifs!

Ary Régis
Président du GAFE

Accompagner la construction et l'expression citoyennes de jeunes de 6 communes pour une transition écologique et sociale en Haïti

Mise en
contexte



Pendant trois ans, de 2020 à 2023, le GAFE Haïti accompagne la construction et l'expression citoyennes de 84 jeunes de six communes (Belladère, Verrettes, Mirebalais, Cité-Soleil, Carrefour et Kenscoff), 20 adolescent-es de Kenscoff et 10 organisations de jeunesse pour une transition écologique et sociale en Haïti. Cette dernière année est marquée par la concrétisation d'actions citoyennes qui bouclent un processus construit autour du triptyque: Connaitre - Comprendre - Agir.

Cérémonies de clôture



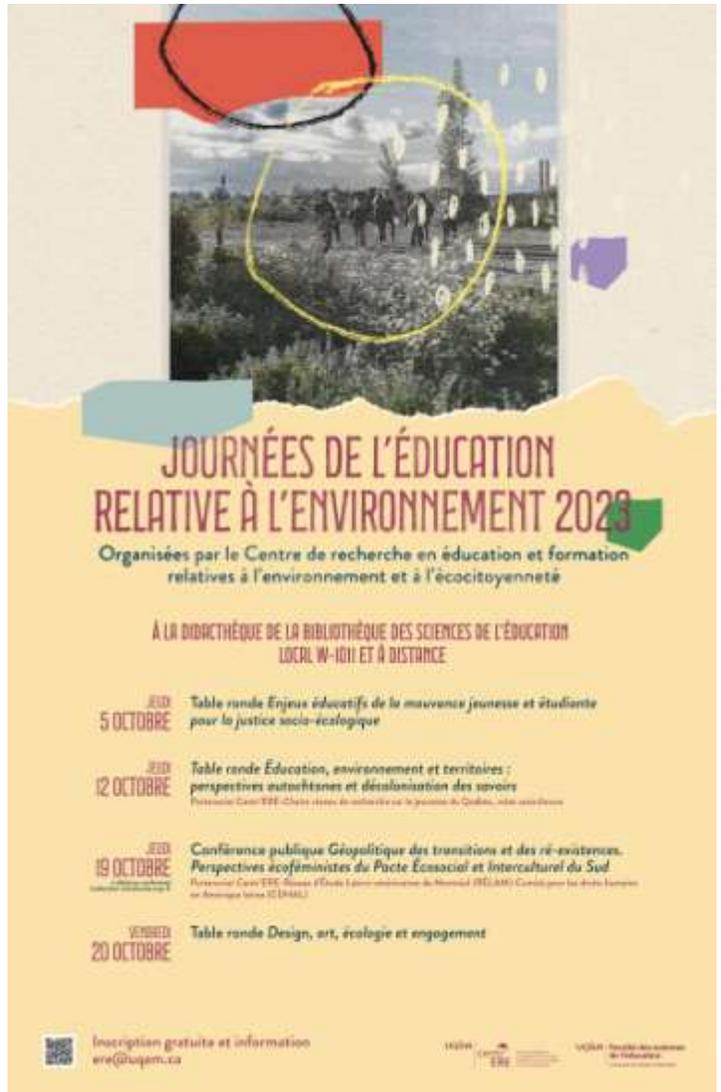
Cérémonie de clôture le 02 décembre 2023 à Papaye pour les jeunes de Belladère, Mirebalais et Verrettes



Cérémonie de clôture le 09 décembre 2023 à Pétion-Ville pour les jeunes de Cité-Soleil, Carrefour et Kenscoff

Conférence sur la lecture

Samedi 25 novembre 2023, les jeunes et les adolescentes du programme, accompagnés des membres du comité de suivi, ont assisté à la conférence animée par le professeur Marc Exavier autour du thème: La lecture, voie royale vers la compétence professionnelle et l'accomplissement humain, à C3 Editions.



Webinaire sur les enjeux éducatifs de la mouvance jeunesse et étudiante pour la justice socio-écologique

Widmaël Fils, membre du Groupe des Jeunes de Carrefour pour une Transition Écologique et Sociale en Haïti et Kerline Dorléan, membre du Collectif des Jeunes de Kenscoff ont participé à une rencontre virtuelle organisée par le Centr'ERE dont le GAFE est partenaire associé.

Evaluation externe du projet

Du 23 au 30 octobre 2023, Francois Grünewald, expert du Groupe URD est venu en Haïti pour évaluer le projet.

Objectif global : Soutenir la participation et le renforcement des capacités de la jeunesse haïtienne en tant qu'actrice clef de la gouvernance, développement et de la promotion des droits humains.

Les observations et résultats des rencontres et des travaux de groupes montrent que cet objectif global est largement atteint. La question qui demeure est « comment le consolider dans le contexte haïtien si difficile ».

Objectif spécifique 1: Promouvoir la participation et le renforcement des capacités de la jeunesse pour mieux contribuer au débat public, à la formulation et au suivi des politiques publiques sur les questions de participation citoyenne, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique

L'engagement des jeunes et groupes de jeunes pour l'organisation d'activités de débats avec les acteurs municipaux, la production de matériel pédagogique sont réels, malgré les difficultés.

Objectif spécifique 2: Encourager l'émergence d'alternatives et d'innovations technologiques, techniques et sociales portées par des jeunes pour la protection de l'environnement et du climat

Là encore, le développement original de modalités de recyclage qui permettent de transformer des déchets en ressources montre un haut degré de créativité de ces jeunes (fabrication de briques à partir des plastiques fondus, fabrication de meubles et de matériaux de construction par le recyclage des pneus).



**Construction d'une maison et de mobilier en pneus usagés,
GREDE, Belladère**



Fabrication de mobilier urbain, Valplast, Cité-Soleil

Objectif spécifique 3: Agir pour sensibiliser aux grands enjeux contemporains tels que la protection de l'environnement

L'engagement dans le mouvement Alternatiba, la liaison avec des jeunes d'autres pays francophones, les actions pilotes et démonstratives sur la transformation de « déchets en ressources » représentent une des lignes assez réussies du projet.

Résultats

84 jeunes de 6 communes sont aptes à porter le Pacte pour la Transition Ecologique et Sociale auprès des candidat-es aux prochaines élections locales

La multitude d'ateliers et de forums organisés par les jeunes dans les 6 communes montre l'intensité du processus de construction citoyenne au niveau local. Du fait de la complexité, la dangerosité et les incertitudes du contexte haïtien, les jeunes ont dû trouver des modalités de fonctionnement au milieu des gangs pour faire passer les messages environnementaux, organiser des forums et conduire des activités pratiques.

Au moins 10 organisations de jeunesse sont capables de mener à bien leur initiative pour la protection de l'environnement et du climat

La qualité des échanges et la reconnaissance par les autorités de ces capacités qui émergent chez les jeunes sont très remarquables.

Par leur comportement et leurs actions, 20 adolescent-es deviennent des promoteurs de l'écocitoyenneté au sein des établissements scolaires et du territoire de Kenscoff

De nombreuses activités ont été conduites par les jeunes avec un dynamisme reconnu par les autorités locales.



Réhabilitation de la place publique de la route Mevs à Kenscoff



Réhabilitation d'un lavoir dans la localité de Desmoulins, Kenscoff

Réalisation d'un camp pour la jeunesse de Kenscoff

Du 20 septembre au 1er octobre 2023, les adolescent-es ont organisé un camp dans les locaux de l'EFACAP de Kenscoff autour du thème: engagement des jeunes pour une transition écologique et sociale. Pendant trois jours, plus de 120 personnes (enfants, adolescent-es, jeunes et adultes) ont participé à des conférences-débats (sur des thématiques diverses, telles que: le changement climatique et le genre, la protection de l'environnement, la gestion des déchets); des jeux pédagogiques; des ateliers de production artistique; des projection de films.



Rencontre intercommunale autour de la redynamisation du Centre de Salagnac, Nippes

Créé en 1976, le Centre de Salagnac est considéré comme un patrimoine de renommée internationale. Il est habité par l'« esprit Salagnac », un esprit qui associe recherche, formation et développement. Après 40 ans et des années difficiles, le Centre prend un nouveau cap, dans une dynamique de développement local qui repose sur les acteurs locaux.

Les 1er et 02 septembre 2023, environ 200 invité-es se sont retrouvés au Centre de Salagnac pour une Rencontre Intercommunale de deux jours autour du projet de «Renouveau du Centre de Salagnac» porté par l'association Un enfant Par La Main et cofinancé par l'Agence Française de Développement. La Rencontre était animée et modérée par le GAFE Haïti.



Des représentant-es des collectivités territoriales de Pailant, Petite-Rivière de Nippes et Anse-à-Veau, des services déconcentrés de l'Etat, de la Police Nationale d'Haïti, d'agences et d'organisations internationales, nationales et locales, d'églises ont échangé sur les résultats du processus de redynamisation du Centre de Salagnac. Un processus qui a permis aux habitant-es du Plateau des Rochelois d'exprimer leurs attentes, à travers des rencontres publiques et une enquête de terrain qui a touché 1064 personnes.

La Rencontre Intercommunale s'est déroulée autour des points suivants :

- Présentation des résultats sur les perceptions croisées des fonctions du centre

- Présentation des résultats sur les perceptions croisées de la structure de gestion et du modèle de gouvernance du centre et échanges

- Présentation du pacte pour la transition écologique et sociale

A l'issue de deux journées intenses de travail, une vision, des missions et des objectifs sont fixés pour le Centre et un modèle de gestion et de gouvernance se dégage.

Les participant-es sont unanimes : Le Centre de Salagnac est un bien commun. Sa gouvernance doit servir l'intérêt collectif et être transparente, inclusive et démocratique.



La Rencontre Intercommunale s'est terminée par une conférence de presse.



Espace national d'organisations de la société civile revendicative en Haïti

Formation à l'écoresponsabilité

Du 21 au 23 août 2023, les représentant-es de 36 organisations originaires de huit départements se sont réunis pour élaborer une charte environnementale commune pour les membres de l'Espace. Celle-ci tient en cinq points:

Konsome epi fè pwomosyon pou pwodui lokal

Pa itilize estiwofòm (anbwate, bwat manje, kèp, asyèt, elatriye)

Respekte prensip 6R la (refize, ranplase, redwi, reutilize, resikle, remèt latè)

Fè pwomosyon pou agwoekoloji ak edikasyon sou zafè anviwònman an

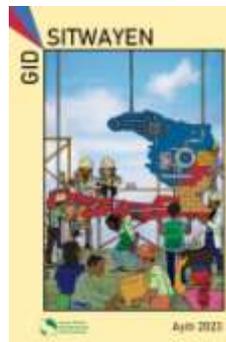
Denonse move zak k ap fèt sou anviwònman teritwa nou

Formation à la citoyenneté

Du 03 au 05 novembre 2023, les représentant-es de 38 organisations ont suivi un module de formation à la citoyenneté basée sur le guide citoyen produit par le GAFE et qui replace les citoyen-nes au cœur de la démocratie.

Dans une tribune, l'Espace déclare

son soutien à l'initiative citoyenne de construction du canal sur la rivière Massacre, malgré toutes les sanctions et déclarations du Président dominicain Abinader. L'Espace dénonce l'insécurité généralisée et la résurgence du choléra en plusieurs points du pays.



Break Caribbean Free From Styrofoam

Contexte

Les contenants alimentaires à usage unique en polystyrène expansé (Styrofoam) ont investi nos modes de vie et nos modes de consommation "modernes". Les impacts négatifs de ces produits sur la santé, l'environnement, l'économie, la société et les relations de voisinage entre pays de la Caraïbes sont avérés.

Les territoires abordent la question selon leurs moyens et leur vision du développement. Certains l'ont strictement banni, d'autres s'inscrivent dans un processus d'interdiction avec des stratégies adaptées, d'autres par contre ne sont pas encore mobilisés contre ce fléau. La problématique dépasse les frontières; elle concerne les pouvoirs publics et les citoyen-nes.

En ce sens, le GAFE a organisé un colloque régional les 17 et 18 novembre 2023 pour favoriser les échanges et les synergies entre acteurs concernés, pour mutualiser les forces et les connaissances, pour envisager les stratégies les plus efficaces pour combattre les contenants alimentaires à usage unique.

L'engagement du GAFE pour le bannissement du Styrofoam en Haïti

Depuis 2007 le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE), organisation haïtienne spécialisée en développement local et en éducation relative à l'environnement et à la citoyenneté, interdit le styrofoam dans toutes ses activités. C'est en 2012 qu'il mène des actions proprement dites de plaidoyer afin d'amener l'Etat haïtien à respecter son engagement pour le bannissement total, définitif et inconditionnel du styrofoam en Haïti, d'inciter les acteurs privés et publics à développer une éthique environnementale, d'informer le public de l'impact environnemental de ses comportements.

En effet, l'article 2 de l'arrêté présidentiel du 09 août 2012 « interdit formellement de fabriquer, d'importer,

de commercialiser et d'utiliser, sous quelque format que ce soit, les objets en polystyrène expansé (PSE ou PS cristal ou styrofoam) à usage alimentaire unique, tels que plateaux, barquettes, bouteille, gobelets et assiettes » en Haïti.

L'article 1 de l'arrêté présidentiel du 10 juillet 2013 reprend l'interdiction en ces termes : « Il est interdit de produire, d'importer, de commercialiser et d'utiliser, sous quelque format que ce soit, les sacs en polyéthylène et les intrants et objets en polystyrène expansé (PSE ou PS cristal ou styrofoam) à usage alimentaire unique, tels que plateaux, barquettes, bouteille, sachets, gobelets et assiettes ».

Un communiqué conjoint en date du 29 janvier 2018 prévoyait le déploiement de brigades spécialisées sur l'ensemble du territoire pour veiller à la stricte application des dispositions dudit arrêté.

Concrètement, les contenants alimentaires en polystyrène expansé sont en libre circulation sur l'ensemble du territoire haïtien et au-delà. On le trouve partout, dans les établissements publics, dans les agences de coopération, dans les organisations non gouvernementales, dans les Ambassades, dans les entreprises, dans les restaurants, dans les commerces de rue, dans la rue, dans les arbres, dans les ravines, dans les canaux d'irrigation, dans les palétuviers, dans la mer, dans les poissons. On l'appelle bwat manje, asyèt katon, anbwate, fòm, foam ou styrofoam.

En Haïti, lors du Congrès national citoyen pour le climat de 2018, les militant-es du mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti (animé par le GAFE), ont décrété le **10 juillet Journée nationale de mobilisation citoyenne contre le styrofoam**. Depuis, chaque 10 juillet, les groupes locaux Alternatiba Haïti organisent des actions collectives citoyennes sur leurs territoires.



A l'issue du colloque, plusieurs conclusions s'imposent:

Remplacer un déchet par un autre déchet n'est pas la solution. Une boîte reste une boîte. Elle finira dans la nature.

Ce ne sont pas des alternatives au styrofoam qu'il faut chercher, ce sont des alternatives à nos comportements de consommation. Nous devons changer nos habitudes. Il est temps de choisir le bien et non la facilité.

Les solutions aux problèmes du styrofoam existent en Haïti (calebasses, ustensiles lavables...).

Le styrofoam est plus dangereux quand on ne le voit pas, quand il devient fumée ou fines particules. N'oublions pas que le styrofoam ne se décompose pas et ne se recycle pas.

La lutte contre le styrofoam requiert mobilisation citoyenne ET volonté politique.

Attention! Il y a des solutions qui n'en sont pas.

Le styrofoam détruit la culture et les traditions haïtiennes. Il dessert un système de domination culturelle et idéologique qui ne sont pas dans l'intérêt des peuples ni de l'environnement.

Un livre blanc du colloque est en préparation. Il sera diffusé sur les réseaux sociaux et sur le site internet du GA-FE: www.gafe-haiti.org.

Colloque régional sur les contenants alimentaires à usage unique en polystyrène expansé dans la Caraïbe

Vendredi 17 novembre 2023



Thérèse Chénier
Directrice générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture de Haïti, du programme de coopération régionale PNUD, Haïti



Fabien Hébert
Spécialiste en gestion des ressources PNUD, Haïti



Mkhoul Abdourahmou
Membre du comité exécutif de l'Organisation de l'Amérique latine et des Caraïbes



Dr. Camille Lacroix
Ecotoxicologue UQAM



Armand Lacroix
Membre du comité de l'environnement de l'Assemblée



Carole Caporaso
Coordinatrice de la zone Caraïbes



André Jean-Henry
Coordonnateur de la zone en matière environnementale, Directeur de la zone de l'environnement d'Antigua et Barbuda



Julia Rogers
Membre du Comité Environnement, Haïti, Antigua et Barbuda

Thème:
Présentation du rapport du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement sur l'état des interdictions du styrofoam et des sacs plastiques dans la région Caraïbe élargie

Vendredi 17 novembre 2023
de 9h30 à 10h15 EDT (UTC-5)
En ligne
En anglais avec traduction simultanée en français et en espagnol

Thème:
La pollution du littoral par les polystyrènes moussés

Vendredi 17 novembre 2023
de 10h15 à 11h15 EDT (UTC-5)
En ligne
En français avec traduction simultanée en anglais et en espagnol

Thème:
Interdiction des contenants en polystyrène expansé : mythe ou réalité ? Exemples de Bonaire et d'Antigua et Barbuda

Vendredi 17 novembre 2023
de 11h45 à 12h45 EDT (UTC-5)
En ligne
En anglais avec traduction simultanée en français et en espagnol

Samedi 18 novembre 2023



Estelle Poirier
Coordinatrice



Virginia Poirier
Coordinatrice



Anne Poirier
Coordinatrice



Olivier Bédard
Membre du comité de l'environnement de l'Assemblée



Jean-François
Membre du comité de l'environnement de l'Assemblée



Marie-Claude
Membre du comité de l'environnement de l'Assemblée



Carole Caporaso
Coordinatrice de la zone Caraïbes



Julia Rogers
Membre du Comité Environnement, Haïti, Antigua et Barbuda

Thème:
Les océans à l'agonie; l'humanité en sursis. Engagement citoyen pour l'éveil des consciences.

Samedi 18 novembre 2023
de 9h30 à 10h30 EDT (UTC-5)
En ligne
En français avec traduction simultanée en anglais et en espagnol

Thème:
L'anthropologie des restes ou le rapport entre les restes, les déchets et la mémoire

Samedi 18 novembre 2023
de 10h30 am - 11h15 am EDT (UTC-5)
En ligne
En français avec traduction simultanée en anglais et en espagnol

Thème:
Perspectives d'actions régionales concertées

Samedi 18 novembre 2023
de 11h45 à 12h15 EDT (UTC-5)
En ligne
En anglais avec traduction simultanée en français et en espagnol

Thème:
Fausses solutions et autres stratégies de contournement des règlements.

Samedi 18 novembre 2023
de 13h15 à 14h00 EDT (UTC-5)
En ligne
En français avec traduction simultanée en anglais et en espagnol

Port-au-Prince, 17 et 18 novembre 2023



Programme quinquennal BD/DGD

Mise en contexte

Pour la période 2022-2026, le GAFE est partenaire de Broederlijk Delen, une organisation belge dans le cadre de son programme quinquennal financé par la coopération belge dans le Nord-Est.

Le GAFE a pour mission spécifique d'appuyer les partenaires du programme (SKDK, SJM et TK) et leurs partenaires pour une meilleure prise en considération de la dimension environnementale dans leurs activités.



Réalisation d'un concours d'incitation à l'application de la charte environnementale du programme

Le GAFE a proposé un concours d'incitation à application de la charte environnementale du programme élaborée et adoptée par les partenaires du programme et leurs partenaires. Le concours a été réalisé en synergie avec SKDK (Sant pou la Kilti ak Devlopman Karis), SJM (Service Jésuite aux Migrants) et TK (Tèt Kole). Il en a résulté une cérémonie de remise des prix aux organisations lauréates le 08 décembre 2023 à Carice.



Au total 34 organisations s'étaient inscrites et cinq ont été récompensées. Elles ont reçu des lots de matériels didactiques, en lien avec l'environnement, et énergétiques.

Un documentaire sur l'extraction de l'or dans le Nord-Est d'Haïti

Le documentaire est le fruit d'un travail collectif des partenaires du programme. Il prévient des risques d'une extraction industrielle de l'or dans le Nord-Est d'Haïti; risques pour l'accès à la terre pour les communautés paysannes et risques pour l'environnement. Il est disponible sur la chaîne Youtube du GAFE.



Animation d'ateliers sur la citoyenneté

Les ateliers se sont déroulés à Capotille, Carice et Mont-Organisé. Ils ont réunis 84 participant-es. Sans s'y attendre le sujet des enfants en domesticité a été abordé et dénoncé, des enfants privés de leur citoyenneté pour servir de domestiques dans leurs « familles d'accueil ». Le sujet est insoutenable, et pourtant si courant et dans tous les milieux économiques.

La question du sens du vote a aussi été soulevée et les témoignages se sont multipliés pour illustrer les stratégies des candidat-es politiques pour s'assurer le vote d'électeur-trices peu conscient-es des conséquences de leurs actes.

Il n'est jamais superflu de rappeler que ce sont les citoyen-nnes qui font la démocratie.



Plaidoyer pour le classement de la mangrove de Haut-Fourneau en aire marine protégée

Dans le département du Nord-Ouest, le GAFE et ses partenaires: Join For Water, AGRIBEL, ODRINO et le comité de bassin-versant de la rivière Moustiques plaident pour le classement de la mangrove de Haut-Fourneau en aire marine protégée auprès de l'Agence nationale des aires protégées (ANAP). C'est ainsi qu'une rencontre communale a été organisée les 12 et 13 octobre 2023, à Port-de-Paix.

65 participant-es ont échangé sur l'avancée du processus et les implications du classement de la mangrove pour les communautés environnantes.



Formation à l'écoresponsabilité dans le Nord-Ouest

Du 09 au 12 août 2023, l'équipe du GAFE a animé une formation à l'écoresponsabilité pour les partenaires de ses partenaires ODRINO et AGRIBEL. 28 représentant-es de 13 institutions ont réalisé un diagnostic environnemental et pris des résolutions pour changer leur pratique, en tenant compte des impacts environnementaux de leurs activités.



Renforcement du comité du bassin-versant de la rivière Moustiques, Nord-Ouest

Entre septembre et décembre 2023, une dynamique très positive s'est mise en place autour de l'organisation des élections d'un nouveau comité exécutif pour le bassin-versant de la rivière Moustiques.

Dans un premier temps, une large consultation a été réalisée à travers sept rencontres publiques qui ont abouti au choix de cinq représentant-es pour représenter chaque zone dans le processus qui a conduit à l'organisation des élections, sur une base inclusive et consensuelle.

Le 09 novembre 2023, les 35 représentant-es ont défini ensemble les modalités de vote avant de les présenter lors d'une rencontre publique le 10 novembre 2023 devant 102 invité-es.

Tous les points de blocage ont été levés par consensus (représentativité géographique, participation féminine, profil des candidat-es et des électeur-trices, calendrier électoral...),

ce qui constitue en soi un bel exercice démocratique!

C'est ainsi qu'un nouveau comité a été élu en décembre 2023 sans soulever de contestations majeures.



Un forum citoyen pour la transition écologique et sociale en Haïti

Le 26 septembre 2023, l'équipe du **GAFE Haïti** a rencontré 50 citoyennes et 46 citoyens à Anse d'Hainault, dans le département de la Grande-Anse pour échanger autour du pacte pour la transition écologique et sociale.

Au total ce sont 15 fora que le GAFE a animé à Cap Haïtien, Verrettes, Saint-Louis-du-Nord, Jérémie, Le Cayes, Miragoâne, La Vallée de Jacmel, Belladère, Vallières, Hinche, Pétion-Ville, Thomonde, Saint-Michel-de-l'Attalaye et Anse d'Hainault, touchant directement 1 183 représentant-es de 600 organisations.

Sur les 600 organisations, 494 ont signé la charte d'engagement à porter le Pacte pour la transition écologique et sociale:



Atik 1 Mwen angaje m pou m fe pwomosyon kontra pou yon lòt anviwònman ak yon lòt sosyete nan antouraj m (òganizasyon, legliz, fanmi, zanmi, lekòl...)

Atik 2 Mwen angaje m pou m aplike mezi ki nan kontra pou yon lòt anviwònman ak yon lòt sosyete, nan nivo m kapab

Atik 3 Mwen angaje m pou m pwopoze tout sa ki ta pèmèt kontra pou yon lòt anviwònman ak yon lòt sosyete ta ateri epi rive kote pou l rive a (politik piblik)



Le GAFE en bref...

27^{ème} week-end de Coordination du mouvement Alternatiba global

Un temps spécial de la Coordination de Nantes était dédié au mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti. Les deux référent-es ont exposé la situation d'Haïti et les pénibles réalités des groupes locaux haïtiens.

L'assistance a salué le courage des militant-es climat haïtien-nes.

Revue Humanitaires en mouvement

Le Groupe URD publie le numéro 25 de sa revue Humanitaires en mouvement. Tournez la page et retrouvez l'intégralité du texte de David Tilus intitulé « Haïti : l'engagement de la société civile et des citoyens pour une transition écologique et sociale, et l'émancipation des territoires ».



Participation à un webinaire: De la transition écologique et sociale à la transformation démocratique



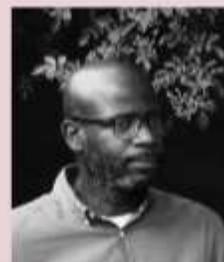
Le 05 octobre 2023, un webinaire organisé par le GAFE France a permis de réunir des intervenant-es de Baronies en Transition et Fréquence Commune (France), Alternatiba France, GAFE Haïti et Alternatiba Haïti et Liège en transition (Belgique) pour partager des préoccupations communes entre Haïti, la France et la Belgique sur le thème de la transition écologique et sociale vers une transformation démocratique.



Coordination du mouvement Alternatiba global, Nantes, du 15 au 17 décembre 2023



point de vue



Haïti : l'engagement de la société civile et des citoyens pour une transition écologique et sociale, et l'émancipation des territoires

par David Tilus

Directeur exécutif du Groupe d'action francophone pour l'environnement (GAFFE), David en est aussi l'un des fondateurs (en mai 2003) avec deux autres membres. Expert en Ingénierie du développement local (diplômé du CIEDEL de Lyon en 2005), il met son expertise au service de dynamiques territoriales et de réflexions, dans son pays - Haïti - comme à l'étranger. David est également membre du Conseil d'Administration du regroupement francophone Planet'ERE pour l'Education Relative à l'Environnement depuis le 18 août 2018. C'est un fervent militant du développement local et de la décentralisation en Haïti.

Démocratie et climat en danger

Le 17 novembre 2022, à l'occasion du forum mondial de l'OCDE, l'accent a été mis sur l'importance de protéger l'espace civique et d'améliorer la représentation citoyenne au sein des instances délibératives démocratiques. L'OCDE redoute en effet la montée des autocraties et des autoritarismes. Les causes sous-jacentes évoquées sont la corruption, le manque de représentativité des élu-e-s, l'influence des lobbies sur les politiques publiques, la désinformation, le manque d'espaces d'expression citoyenne ou encore le manque d'éducation civique.

Depuis l'assassinat de Jovenel Moïse le 7 juillet 2021, un gouvernement de

facto dirige Haïti avec la complicité de la communauté internationale et ce, malgré la désapprobation de l'opposition et d'un large spectre d'acteurs de la société civile. Ariel Henry, Premier ministre *de facto*, se montre incapable d'endiguer les violences perpétrées par les gangs ni de juguler la corruption. Ainsi, selon le Bureau des Nations-Unies en Haïti (BINUH), 2183 meurtres auraient été commis en 2022 et la situation continue de se détériorer en 2023 puisque 531 personnes ont été tuées entre le 1^{er} janvier et le 15 mars, sans oublier les 300 blessé-e-s et les 277 enlevé-e-s. La population haïtienne vit donc dans la terreur au quotidien au gré des déplorations, des inquiétudes, des condamnations ou des préoccupations parfois « fermes », mais sans grande consis-



tance d'une communauté internationale qui a choisi son camp.

Au niveau législatif, les élections n'ont pu être organisées en 2019 comme prévu. Aussi, depuis le 13 janvier 2020, le Parlement n'est plus fonctionnel et depuis le 7 février 2023, plus aucun élu n'est légitime. La perspective d'élections s'éloigne d'autant plus qu'aucune condition n'est remplie pour garantir un scrutin crédible, transparent et démocratique.

Pour toutes ces raisons, la politique haïtienne traverse donc une crise majeure qui impose le renouvellement d'une classe politique entachée par la corruption et l'impunité. À ce titre, on peut donc affirmer qu'Haïti est devenue une anomie : un pays où aucune institution n'est fonctionnelle, où les Haïtien-ne-s sont livré-e-s à eux-elles-mêmes.

En plus de ce contexte politique pour le moins chaotique, Haïti est classée parmi les trois pays les plus affectés par le changement climatique pour la période 2000-2019 selon le rapport 2021 sur l'Indice mondial de risque climatique¹. Au niveau de l'Index de performance de l'environnement, Haïti est cette fois classé 173^e sur 180 pays². Enfin, précisions que plus de 96 % de la population haïtienne sont exposés aux aléas naturels

et que selon le rapport du Programme alimentaire mondial (PAM) de décembre 2021³, la modélisation climatique projette des changements considérables dans les tendances climatiques d'Haïti, avec une augmentation nette des températures et une diminution générale de la pluviométrie d'ici 2050.

*Le dérèglement climatique est donc un **sujet hautement politique, qui requiert des politiques publiques ambitieuses, à la hauteur des enjeux contemporains et futurs, à tous les niveaux de gouvernance (du local à l'international).***



La population haïtienne vit dans la terreur au quotidien au gré des déplorations, des inquiétudes, des condamnations ou des préoccupations parfois « fermes », mais sans grande consistance d'une communauté internationale qui a choisi son camp.



1 - www.fsnnetwork.org/sites/default/files/2022-09/Global-Climate-Risk-Index-2021.pdf

2 - <https://epi.yale.edu/epi-results/2022/country/hti>

3 - <https://reliefweb.int/report/haïti/ha-ti-analyse-de-la-r-ponse-pour-l-adaptation-climatique-d-cembre-2021>



point de vue

L'action du Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE)⁴ en Haïti

Dans ce contexte sans gouvernement légitime, sans élu local, sans institution fonctionnelle, il revient plus que jamais aux organisations de la société civile et aux citoyen-ne-s de se mobiliser et de s'organiser pour donner corps à un nouveau modèle de société à tous les niveaux. Il faut donc impérativement contribuer à cette (re)construction citoyenne, base de la démocratie, par l'éducation populaire à la citoyenneté, surtout auprès des jeunes en perte de repères. En Haïti, comme ailleurs, la crise climatique – qui est avant tout politique (et économique !) - est intimement liée à la restauration de la démocratie et l'État de droit.

Le 8 décembre 2022, Ariel Henry a animé la première réunion du Comité national de lutte contre les changements climatiques (CNCC) lors d'une cérémonie tenue à Port-au-Prince dans le but de présenter officiellement le document du Plan national d'adaptation (PNA) aux changements climatiques. Mais quelle crédibilité accorder à un Comité composé de 6 membres du gouvernement *de facto*, du Représentant du PNUD en Haïti et du représentant d'une plateforme multimédia haïtienne ?

4 - www.gafe-haiti.org

Quand il participe aux COP, le gouvernement haïtien *de facto* ne réclame pas des milliards pour sauver le climat et la Vie. Non ! Il souhaite s'accaparer une nouvelle manne pour la dilapider comme d'autres avant lui ont dilapidé par exemple le fonds Petrocaribe. Il est en effet plus facile de mettre la main sur le fonds vert que de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales, la contre-bande, la corruption et l'impunité.

Mais alors, à quoi servent les politiques publiques si aucun gouvernement légitime et intègre ne les met en œuvre ? À quoi cela sert-il d'avoir accès au financement tant que la problématique de la corruption et de l'impunité n'est pas résolue et que l'État de droit n'est pas installé ? Pourquoi la corruption et l'impunité ont-elles pris autant de place ? Comment se sont-elles institutionnalisées pour devenir la norme établie ?

La réponse du GAFE est que nous avons démissionné comme citoyen-ne-s, ou plus exactement nous « avons été démissionnés » comme citoyen-ne-s. Nous sommes corrompu-e-s. Nous choisissons de nous taire parce que nous avons peur, parce que nous espérons jouir de quelques miettes, obtenir un emploi ou n'importe quel avantage.



Or, corruption et impunité sont deux cancers qui hypothèquent tout développement et toute émancipation du peuple haïtien et ne font que justifier des projets sans fin qui ne résoudront rien à long terme.

Il ne s'agit désormais plus de panser les blessures, mais d'éradiquer la maladie. C'est pour cela que le GAFE met l'éducation à la citoyenneté au cœur de ses engagements et de ses actions pour la (re) construction de la démocratie dans son plan stratégique 2023–2027. Depuis 2015, le GAFE anime le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti, qui regroupe 31 groupes locaux et milite pour la justice climatique. Les actions collectives citoyennes non violentes, les prises de position radicales

et la promotion des alternatives sont les piliers de ce mouvement. Depuis 2019, le GAFE porte le Pacte pour la transition écologique et sociale, un document construit sur la base d'une large consultation citoyenne. Il fédère d'autres organisations de la société civile haïtienne au sein d'un Espace national d'organisations haïtiennes revendicatives pour faire de ce Pacte un instrument décisif de mobilisation citoyenne en vue des prochaines élections locales.

De 2020 à 2023, le GAFE a accompagné 84 jeunes de six communes et 20 adolescent-e-s de la commune de Kenscoff dans un processus de construction et d'expression citoyennes. Ces jeunes – dont l'avenir est « bouché » pour certain-e-s – sont déterminé-e-s à prendre



Le GAFE est membre actif du mouvement mondial Alternatiba pour le climat. © GAFE



point de vue

leurs responsabilités citoyennes sur leur territoire afin de bouleverser l'échiquier politique traditionnel.

Enfin, le GAFE exprime ouvertement ses opinions et dénonce sans relâche un système de gouvernance pourri, mais aussi l'hypocrisie institutionnelle des dépositaires modernes de la « démocratie » et les donneurs de leçon.

Dans ce contexte éminemment complexe et difficile, le secteur du développement s'avère un secteur économique extrêmement concurrentiel et hypocrite où, sous couvert de bonnes intentions, mieux vaut ne pas exprimer trop fort ses opinions et jugements politiques ! Le GAFE en fait directement et dangereusement les frais. Outre les risques physiques, ses prises de position sont mal perçues (voire très mal perçues !) par certaines organisations et bailleurs de fonds. Au point que l'accès à certains financements lui est refusé et certains partenariats compromis.

Par ailleurs, le GAFE doit faire face ces derniers mois à une stratégie de dénigrement systématique de la société civile haïtienne qui serait corrompue et incompétente, selon une institution financière internationale. Une campagne qui n'a d'autre but, selon nous, que de décrédibiliser l'action revendicative d'organisations haïtiennes pour conforter un appui injustifiable au gouvernement en place.

Conclusion

Pour moi, directeur exécutif du GAFE, l'innocence politique n'existe pas dans le secteur du développement où j'évoque depuis plus de vingt ans. Les enjeux financiers sont bien trop importants pour ne pas influencer le jeu des acteurs de l'aide. En Haïti, comment peut-on parler d'innocence politique ou de neutralité pour les organisations qui ferment les yeux, la bouche et les oreilles devant les massacres de populations innocentes afin de protéger leur relation avec le bailleur de fonds ? Toute action est politique, toute inaction est politique. Toute prise de parole est politique, tout silence est politique.

Dans ce contexte national et mondial si confus et incertain, l'engagement citoyen pour la défense des biens communs n'est pas un luxe mais – bien au contraire – une priorité absolue. Les polarités doivent changer et c'est à nous - organisations de la société civile et citoyen-ne-s haïtien-ne-s de « reprendre les rênes » et de proposer un nouveau modèle de société dans laquelle la solidarité, l'entraide et l'intérêt général seront la norme. ✦

David Tilus

*Directeur exécutif du Groupe d'Action
Francophone pour l'Environnement
(GAFE)*